

A close-up portrait of a woman with long, wavy hair and glasses, looking upwards and to the right. The scene is dimly lit with a strong blue light source from above, creating a dramatic, high-contrast atmosphere. A soft pink light illuminates the right side of her face and hair. The overall mood is contemplative and futuristic.

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 JUIN 2019**

## SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2019	3
II.	COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2019	4
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	4
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	5
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	6
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	8
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019	15
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	17

# I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2019

## 1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

### *Progression de tous les indicateurs financiers*

Le Groupe Micropole a réalisé au 1<sup>er</sup> semestre 2019 un chiffre d'affaires de 57,3 millions d'euros contre 54,5 millions d'euros sur la même période en 2018, en hausse de 5,1%. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en croissance de 4,6%. A nombre de jours ouvrés constant (1 jour travaillé de moins entre S1 2019 et S1 2018), la progression sur le semestre est de 6%.

Le résultat opérationnel courant affiche une croissance de +10% et s'établit à 2,2 millions d'euros. A nombre de jours ouvrés constants, le résultat opérationnel courant serait en amélioration de 1 point (4,6% vs 3,6%).

- Sur la zone Europe (Groupe hors Chine et Micropole Learning Solutions), le résultat opérationnel courant s'établit à 4.3%
- Concernant les autres zones : l'activité de formation est à l'équilibre opérationnel, alors que les activités en Chine ont été impactées par un fort ralentissement du marché local.

Le résultat opérationnel atteint quant à lui 1,5 millions d'euros (+50%). Le résultat net part du groupe ressort à 0,5 million d'euros, contre les 0,3 million d'euros enregistrés sur le S1 2018.

Au 30 juin 2019, le Groupe conserve une structure financière solide, avec une trésorerie qui s'élève à 9,7 millions d'euros et un endettement financier net à 19,3 millions d'euros, pour des capitaux propres en hausse à 49,9 millions d'euros.

### *Stratégie RH*

Malgré la tension permanente sur les ressources, S1 2019 est marqué par une croissance de 10% du recrutement en France et en Suisse. En parallèle de l'intensification de sa politique RH et Marque Employeur, tournées vers le recrutement et la fidélisation des talents, le Groupe a été de nouveau récompensé sur la période avec l'obtention des labels *Happy at Work* et *Happy Trainees* et a obtenu sa première labellisation *Agile at Work*.

## 2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 juin 2019 aux pages 65 à 68.

### *Perspectives / plan Target 21*

Les perspectives sur le deuxième semestre restent toujours bien orientées. Soutenu par une bonne dynamique business liée à son positionnement et au renforcement récent des équipes commerciales, Micropole maintient ses prévisions de croissance de chiffre d'affaires et table sur la poursuite de l'amélioration de son ROC sur S2 2019.

Le Groupe Micropole réaffirme donc ses ambitions dans le cadre du plan TARGET 21, et en particulier de progression de sa rentabilité qui est l'objectif majeur.

## II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2019

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 <sup>(1)</sup> 6 mois	31/12/2018 <sup>(1)</sup> 12 mois
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	3.1	<b>57 305</b>	<b>54 481</b>	<b>109 313</b>
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-8 122	-8 033	-15 573
Charges de personnel	3.2	-39 527	-37 347	-74 076
Charges externes <sup>(1)</sup>		-5 323	-5 814	-12 349
Impôts et taxes		-482	-696	-1 468
Dotations aux amortissements <sup>(1)</sup>		-1 871	-512	-1 088
Dotations nettes aux provisions		216	-91	-154
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>2 196</b>	<b>1 987</b>	<b>4 606</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>3,8%</i>	<i>3,6%</i>	<i>4,2%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	-701	-941	-1 646
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>1 495</b>	<b>1 046</b>	<b>2 960</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>2,6%</i>	<i>1,9%</i>	<i>2,7%</i>
Coût de l'endettement financier net		-275	-183	-382
Autres produits et charges financiers		-123	-92	-404
Charges d'impôt	3.4	-561	-448	-1 065
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>536</b>	<b>323</b>	<b>1 110</b>
Résultat net des activités destinées à être cédées/abandonnées		-	-	-
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>536</b>	<b>323</b>	<b>1 110</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>0,9%</i>	<i>0,6%</i>	<i>1,0%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		-10	-40	28
Part attribuable aux actionnaires de la société		546	363	1 082
Résultat par action (en euro)	3.5	0,02	0,01	0,04
Résultat dilué par action (en euro)		0,02	0,01	0,04

<sup>(1)</sup> : Les états financiers au 31 décembre et au 30 juin 2018 n'ont pas été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location (voir note 1.2.1 concernant les effets de la 1<sup>ère</sup> application d'IFRS16).

### ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2018 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
<b>Résultat de la période</b>		<b>546</b>	<b>363</b>	<b>1 082</b>
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables en résultat				
- Ecart actuariels sur provision retraite		-	-	-
- Effets d'impôts		-	-	-
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables en résultat				
- Différence de conversion		87	58	204
- Effets d'impôts		-	-	-
<b>Total des gains et pertes de la période</b>		<b>633</b>	<b>421</b>	<b>1 285</b>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		-10	-40	28
Part attribuable aux actionnaires		644	461	1 257

## ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019 <sup>(1)</sup>	31/12/2018 <sup>(1)</sup>
<b>ACTIF</b>			
<b>Total actifs non courants</b>		<b>69 814</b>	<b>58 147</b>
Ecart d'acquisition	4.1	50 917	50 875
Autres immobilisations incorporelles		3 098	2 859
Immobilisations corporelles		1 264	1 346
Droits d'utilisation sur biens pris en location <sup>(1)</sup>	1.2.1	11 385	-
Actifs financiers non courants		2 662	2 580
Actifs d'impôt différé		487	487
<b>Total actifs courants</b>		<b>65 980</b>	<b>64 393</b>
Clients et autres débiteurs	4.2	56 328	52 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	9 652	11 931
Actifs destinés à la vente		-	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>135 794</b>	<b>122 540</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Notes</b>		<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Capitaux propres</b>	4.3	<b>49 914</b>	<b>49 191</b>
Capital		1 440	1 440
Primes et réserves		47 806	46 536
Résultat de la période		546	1 082
Intérêts minoritaires		123	133
<b>Passifs non courants</b>		<b>28 863</b>	<b>15 514</b>
Provisions non courantes		1 495	1 487
Emprunts long terme	4.5	17 198	12 119
Dettes locatives à long terme <sup>(1)</sup>	1.2.1	9 438	-
Autres passifs non courants		731	1 907
<b>Passifs courants</b>		<b>57 016</b>	<b>57 835</b>
Dettes financières court terme	4.5	11 788	12 096
Dettes locatives à court terme <sup>(1)</sup>	1.2.1	2 629	-
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	42 208	45 021
Provisions courantes		391	718
Passifs destinés à la vente		-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>135 794</b>	<b>122 540</b>

<sup>(1)</sup> : Les états financiers au 31 décembre et au 30 juin 2018 n'ont pas été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location (voir note 1.2.1 concernant les effets de la 1<sup>ère</sup> application d'IFRS16).

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats	Capitaux propres
<b>Situation au 31/12/2017</b>	<b>28 555 320</b>	<b>1 428</b>	<b>74 185</b>	<b>-26 021</b>	<b>49 593</b>
Augmentation de capital	241 631	12	241	-	253
Actions propres	-	-	-	94	94
Attribution d'actions gratuites	-	-	-	79	79
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	58	58
Résultat de la période	-	-	-	323	323
<b>Situation au 30/06/2018</b>	<b>28 796 951</b>	<b>1 440</b>	<b>74 426</b>	<b>-25 466</b>	<b>50 401</b>
Actions propres	-	-	-	-104	-104
Attribution d'actions gratuites	-	-	-	213	213
Variations de périmètre	-	-	-	-2 251	-2 251
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	146	146
Résultat de la période	-	-	-	787	787
<b>Situation au 31/12/2018</b>	<b>28 796 951</b>	<b>1 440</b>	<b>74 426</b>	<b>-26 675</b>	<b>49 191</b>
Actions propres	-	-	-	35	35
Attribution d'actions gratuites	-	-	-	64	64
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	87	87
Résultat de la période	-	-	-	536	536
<b>Situation au 30/06/2019</b>	<b>28 796 951</b>	<b>1 440</b>	<b>74 426</b>	<b>-25 954</b>	<b>49 913</b>
Dont :					
Part attribuable aux minoritaires		0	0	123	123
Part attribuable aux actionnaires de la société		1 440	74 426	-26 077	49 790

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
<b>1 -Opérations d'exploitation</b>			
Résultat des activités poursuivies	536	323	1 110
Amortissements, dépréciations et provisions	1 588	-9	463
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	435	289	687
-Immobilisations corporelles	227	223	427
-Droits d'utilisation <sup>(1)</sup>	1 209	-	-
-Provisions	-283	-521	-651
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	-	-	-
Résultat sur cession d'actifs non courants	-53	-5	-20
Coût de l'endettement financier net	275	183	382
Charge d'impôt (yc impôts différés)	561	448	1 065
<b>Marge Brute d'autofinancement</b>	<b>2 907</b>	<b>940</b>	<b>2 999</b>
Impôts versés	-432	-413	-940
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-6 530	-2 626	265
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle</b>	<b>-4 055</b>	<b>-2 098</b>	<b>2 324</b>
<b>2 -Flux d'investissement</b>			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 087	-893	-1 880
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	53	49	64
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-113	-92	-179
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	1	9	25
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-156	-76
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-	-
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>-1 146</b>	<b>-1 083</b>	<b>-2 045</b>
<b>3 -Opérations de financement</b>			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	-	29	334
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	35	94	-10
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	6 068	3 113	5 032
Remboursement d'emprunts	-1 237	-5 764	-6 696
Remboursement de dettes locatives <sup>(1)</sup>	-1 225	-	-
Intérêts nets versés	-206	-147	-304
Décaissements liés aux acquisitions de titres minoritaires	-541	-	-382
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>-2 896</b>	<b>-2 675</b>	<b>-2 024</b>
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	24	16	79
<b>Variation globale de la trésorerie</b>	<b>-2 282</b>	<b>-5 840</b>	<b>-1 666</b>
<b>Flux net de trésorerie des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Trésorerie nette au début de l'exercice	11 921	13 587	13 587
Variation de la trésorerie	-2 282	-5 840	-1 666
<b>Trésorerie nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>9 639</b>	<b>7 747</b>	<b>11 921</b>

<sup>(1)</sup> : Les états financiers au 31 décembre et au 30 juin 2018 n'ont pas été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location (voir note 1.2.1 concernant les effets de la 1<sup>ère</sup> application d'IFRS16).

# NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2019 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le « Groupe ») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 septembre 2019.

## 1. PRINCIPES COMPTABLES

### 1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2019 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2018. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euro le plus proche.

### 1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2018, à l'exception de l'adoption des changements concernant les principes comptables, interprétations et amendements des normes obligatoires à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2019 présentés ci-dessous :

- IFRS 16, Contrats de location;
- IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux.

La première application d'IFRIC 23 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2019 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2019 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### 1.2.1. IFRS 16 « Contrats de location »

La norme IFRS 16 remplace les normes IAS 17 et les interprétations liées (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Elle introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location ayant pour principal effet, chez le locataire, la reconnaissance d'un « droit d'usage » à l'actif du bilan, représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent, et une dette au passif du bilan, représentant son obligation de paiements des loyers futurs. Cette dette est présentée distinctivement au bilan (dettes locatives à court ou long terme) et n'entre donc pas dans l'endettement financier du groupe. Les contrats de locations conclus par le Groupe concernent principalement des baux immobiliers (location de bâtiments pour les bureaux des différentes agences du groupe) et des contrats de location de véhicules.

La norme est appliquée par le Groupe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 en utilisant la méthode rétrospective simplifiée. Ainsi, le Groupe a comptabilisé au 1<sup>er</sup> janvier 2019 un droit d'utilisation et une dette locative associée de même valeur représentant la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sans retraiter les informations comparatives et en présentant l'impact cumulé de la 1<sup>ère</sup> application comme un ajustement des réserves de consolidation. L'impact au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sur les réserves est nul.

Par ailleurs, la nature des charges encourues a sensiblement évolué, IFRS 16 remplaçant les charges opérationnelles de loyers par une charge d'amortissement des droits d'usage d'une part et par des intérêts financiers sur la dette locative d'autre part. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019, des loyers de 1 190 milliers d'euros ont ainsi été remplacé par une dotation aux amortissements de 1 187 milliers d'euros et des intérêts de 102 milliers d'euros.

Dans ce cadre, le Groupe a :

- choisi d'appliquer les exemptions autorisées par la norme et de ne pas reconnaître au bilan les



contrats de location de courte durée (moins d'un an) et ceux liés à un bien de faible valeur (inférieur à 5 milliers de dollars) ;

- utilisé les mesures de simplification prévues par la norme dans les dispositions transitoires, à savoir :
  - comptabilisation au 1<sup>er</sup> janvier 2019 d'un actif équivalent à la dette (actif diminué des franchises de loyers comptabilisées),
  - prise en compte de la durée résiduelle au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour déterminer les contrats de courte durée.

Le Groupe a exercé son jugement afin de déterminer :

- le taux d'actualisation, correspondant au taux marginal d'emprunt du contrat, en fonction de la durée et des garanties
- la durée de certains contrats de location immobilière, incluant des options de renouvellement (ou de résiliation). La date retenue a été déterminée dans la plupart des cas en regard des éléments contractuels et de la vision stratégique du Groupe.

#### Impact sur les états financiers

En milliers d'euros <b>ACTIF</b>	31/12/2018	1 <sup>ère</sup> application IFRS16	01/01/2019
<b>Total actifs non courants</b>	<b>58 147</b>	<b>12 248</b>	<b>58 147</b>
Ecart d'acquisition	50 875		50 875
Autres immobilisations incorporelles	2 859		2 859
Immobilisations corporelles	1 346	-182	1 164
Droits d'utilisation	-	12 431	12 431
Actifs financiers non courants	2 580		2 580
Actifs d'impôt différé	487		487
<b>Total actifs courants</b>	<b>64 393</b>	<b>-</b>	<b>64 393</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>122 540</b>	<b>12 248</b>	<b>134 788</b>

<b>PASSIF</b>	31/12/2018	1 <sup>ère</sup> application IFRS16	01/01/2019
<b>Capitaux propres</b>	<b>49 191</b>	<b>-</b>	<b>49 191</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>15 514</b>	<b>9 944</b>	<b>25 457</b>
Provisions non courantes	1 487		1 487
Emprunts long terme	12 119	-29	12 090
Dettes locatives à long terme	-	10 455	10 455
Autres passifs non courants	1 907	-482	1 425
<b>Passifs courants</b>	<b>57 835</b>	<b>2 304</b>	<b>60 139</b>
Dettes financières court terme	12 096	-90	12 006
Dettes locatives à court terme	-	2 616	2 616
Fournisseurs et autres créiteurs	45 021	-222	44 799
Provisions courantes	718		718
Passifs destinés à la vente	-		-
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>122 540</b>	<b>12 248</b>	<b>134 788</b>

En milliers d'euros	01/01/2019
<b>Engagements de location simples au 31/12/2018 dans les états financiers</b>	<b>13 130</b>
Contrats de location de courte durée et de faible valeur	-13
Indexation des loyers	178
Effets des périodes optionnelles non prises en compte dans les engagements hors bilan	317
Autres impacts	-86
<b>Dettes de loyers avant actualisation</b>	<b>13 527</b>
Effets d'actualisation	-575
Reclassement des dettes locatives comptabilisées au 31/12/2018	119
<b>Dettes locatives au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>13 071</b>

### 1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Dans le contexte actuel de difficultés à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2019 ont été réalisées par la direction de la société sur la base de la meilleure estimation possible à ce jour de l'avenir prévisible. Les estimations sont réalisées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte les effets du plan de rationalisation de l'activité visant à améliorer la rentabilité et la croissance du chiffre d'affaires.

## 2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2019 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode Consolidation	% d'intérêts en 2019	% d'intérêts en 2018
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE France	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes (ex ISARTIS)	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 1	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 3	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 5	France	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS Systems Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
Wide Agency SA	Suisse	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE CONSULTING Belgium (ex Velixis)	Belgique	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Belgium (ex Oasis Consultants)	Belgique	IG	100 %	100 %
CHIVEO	Belgique	IG	76 %	76 %
MICROPOLE INSIGHT	Belgique	IG	51 %	51 %
MICROPOLE Luxembourg	Luxembourg	IG	100 %	100 %
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale

Les sociétés Alfa Solutions BV (détenue à 30% par Micropole Suisse), Micropole Maroc et enfin Micropole Inc. ne sont pas consolidées en raison de l'absence de matérialité de leur compte.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2018, le Groupe a acquis les intérêts minoritaires de Micropole Insight. Pour ce faire, elle a acquis 100% des parts de Lika SPRL et de MK People SCRL, deux sociétés de droit belge qui ne sont pas consolidées en raison de l'absence de matérialité de leurs comptes au 31 décembre 2018.

### 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
France	40 088	38 452	77 245
Autres zones géographiques	17 217	16 029	32 067
<b>Total</b>	<b>57 305</b>	<b>54 481</b>	<b>109 313</b>

#### 3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
Salaires	-28 015	-25 275	-51 930
Charges sociales	-11 448	-11 977	-21 953
Paielement en action <sup>(1)</sup>	-64	-95	-292
<b>Total</b>	<b>-39 527</b>	<b>-37 347</b>	<b>-74 075</b>

<sup>(1)</sup> Cette charge correspond à la juste valeur des actions gratuites attribuées en juillet et en octobre 2017, elle est étalée sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS, prenant en compte le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action ainsi que le taux de dividendes sur la période.

#### 3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix	-	-	-
Coût d'intégration des sociétés acquises	-30	-170	-186
Autres coûts <sup>(1)</sup>	-671	-771	-1 460
<b>Total</b>	<b>-701</b>	<b>-941</b>	<b>-1 646</b>

<sup>(1)</sup> Les autres coûts comprennent principalement des coûts de restructuration engendrés par la réorganisation stratégique initiée en 2017 visant à concentrer le développement de l'activité du groupe autour de certaines lignes stratégiques.

#### 3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2019 6 mois	30/06/2018 6 mois	31/12/2018 12 mois
Impôts exigibles	-561	-448	-1 065
Impôts différés	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-561</b>	<b>-448</b>	<b>-1 065</b>

La composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat, conformément aux pratiques sectorielles.

### 3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Résultat des activités poursuivies par action	0,02	0,01	0,04
Résultat des activités abandonnées par action	0,00	0,00	0,00
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>0,02</b>	<b>0,01</b>	<b>0,04</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	536	323	1 110
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-	-
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action (en milliers d'euros)</b>	<b>536</b>	<b>323</b>	<b>1 110</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)</b>	<b>28 797</b>	<b>28 797</b>	<b>28 797</b>
Résultat des activités poursuivies dilué par action	0,02	0,01	0,04
Résultat des activités abandonnées dilué par action	0,00	0,00	0,00
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>0,02</b>	<b>0,00</b>	<b>0,04</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	536	323	1 110
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-	-
Autres	-	-	-
<b>Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers d'euros)</b>	<b>536</b>	<b>323</b>	<b>1 110</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat de base par action	28 797	28 797	28 797
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	-	4 326	-
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>28 797</b>	<b>33 123</b>	<b>28 797</b>

## 4. NOTES RELATIVES AU BILAN

### 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Valeur au 1 <sup>er</sup> janvier	50 875	50 755
Acquisition de l'exercice	-	-
Compléments de prix sur acquisitions antérieures à l'exercice	-	-
Cessions	-	-
Ecarts de conversion	42	120
Dépréciation	-	-
Autres (reclassements,...)	-	-
<b>Valeur fin de période</b>	<b>50 917</b>	<b>50 875</b>

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
France	37 146	37 139
Autres zones géographiques	13 771	13 736
<b>Total</b>	<b>50 799</b>	<b>50 875</b>

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Au 30 juin 2019, il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur.

#### 4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Créances clients	12 677	12 556
Créances affacturées <sup>(1)</sup>	7 735	8 449
Actifs sur contrats	6 204	4 077
Autres débiteurs	27 550	24 955
Avances et charges constatées d'avance	2 162	2 424
<b>Total créances clients et autres débiteurs</b>	<b>56 328</b>	<b>52 462</b>
Provisions sur créances clients	-149	-153

<sup>(1)</sup> Les créances cédées sans recours au 30 juin 2019 totalisent 6 988 milliers d'euros (8 314 milliers d'euros au 31 décembre 2018).

#### 4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2019, le capital s'élève à 1 439 847,55 euros pour un nombre total de 28 796 951 actions de 0,05 euros de nominal chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1 200 198 actions propres (inférieur à 5% du capital) et 80 402 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe.

#### 4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	9 142	12 464
Dettes fiscales et sociales	25 360	25 290
Autres dettes	2 475	1 213
Dettes sur acquisitions - compléments de prix	1 083	932
Passifs sur contrats <sup>(1)</sup>	4 148	5 122
<b>Total fournisseurs et autres créiteurs</b>	<b>42 208</b>	<b>45 021</b>

<sup>(2)</sup> Variation du poste dépendant du niveau d'avancement et des modalités de facturation des projets réalisés en mode forfaitaire.

#### 4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Emprunts à long terme	4 387	4 711
Mobilisation Crédit d'Impôt Recherche (CIR)	10 396	4 992
CICE	2 416	2 416
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>17 198</b>	<b>12 119</b>
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	1 648	1 621
CIR / CICE - part à moins d'un an	2 978	2 978
Autres dettes financières	41	44
Dettes envers société d'affacturage	7 121	7 453
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>11 788</b>	<b>12 096</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>28 987</b>	<b>24 215</b>

#### *Analyse de l'endettement financier net*

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 652	11 931
Concours bancaires	-	-
Intérêts courus non échus	-13	-44
<b>Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie</b>	<b>9 639</b>	<b>11 887</b>
Emprunts bancaires	21 825	16 718
Dettes envers société d'affacturage	7 121	7 453
Autres dettes financières à moins d'un an	28	-
<b>Endettement</b>	<b>28 974</b>	<b>24 171</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>19 335</b>	<b>12 284</b>

#### *Variation de l'endettement financier*

En milliers d'euros	2018	Flux de trésorerie		Flux sans effet sur la trésorerie			30/06/2019
		Encaissements	Décaissements	Effets de change	Crédit-bail	Autres	
Emprunts bancaires	16 712	6 068	-907	19	-	-74	21 824
Dettes d'affacturage	7 453	-	-332	-	-	-	7 121
Concours bancaires	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus	44	26	-	-	-	-29	41
<b>Total</b>	<b>24 215</b>	<b>6 094</b>	<b>1 239</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-102</b>	<b>28 987</b>
Dont :							
Emprunts long termes						2019	2018
						17 198	12 119
Dettes financières court terme						11 788	12 096

## 4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance, en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2019			30/06/2018 <sup>(1)</sup>		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	40 088	17 217	57 305	38 991	15 491	54 481
741	615	-205	536	452	-129	323

<sup>(1)</sup>: Suite à une modification et une réorientation de l'activité des entités chinoises, ces dernières ont été rattachées à l'UGT France car leur activité repose à plus de 50% sur des clients français.

### 4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits à la page 67 du document de référence 2018 à l'exception des obligations contractuelles de location désormais présentées au bilan suite à l'application d'IFRS 16 « Contrats de Location » (voir note 1.2.1).

### 4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

### 4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

### 4.6.5. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2018 en pages 67-68. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOLE S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

### III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MICROPOLE SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2.1 des comptes consolidés semestriels qui expose les changements de méthodes comptables liés à l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1er janvier 2019.

## **II Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 25 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton**  
**International**

**Auditeurs & Conseils Associés**  
**Aca Nexia**

Jean-François Baloteaud  
Associé

Sandrine Gimat  
Associée



#### **IV. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Levallois-Perret, le 25 septembre 2019  
Monsieur Christian Poyau  
Président et Directeur Général  
de MICROPOLE